

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 Bourges

Bourges, le 18/10/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**KNDS Ammo France**

BP13

Route de Villeneuve

18570 La Chapelle-Saint-Ursin

Références : VAT20250455

Code AIOT : 0010003876

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 dans l'établissement KNDS Ammo France implanté Route de Villeneuve 18570 La Chapelle-Saint-Ursin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNDS Ammo France
- Route de Villeneuve 18570 La Chapelle-Saint-Ursin
- Code AIOT : 0010003876
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société KNDS Ammo France a pour activité la fabrication de munitions. Le site de La Chapelle Saint-Ursin a été créé en 1957 sur les communes de La Chapelle Saint-Ursin et de Morthomiers. L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour les rubriques 4210-1-a et 4220-1. Il est également soumis à autorisation pour les rubriques 1450-1, 2793-3b, 2940-2a et 3260.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Prélèvements envtx
- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées pour les services de secours	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
2	Etat des matières stockées pour le grand public	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
3	Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Rétentions des stockages de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Demande d'action corrective	2 mois
5	Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
6	Consignes d'exploitation en cas de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
7	Interdiction d'apporter du	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	feu	article 59			
9	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
10	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
11	Etat des installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5 II	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
14	Chauffage des bains de traitement de surface	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 I	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
15	Protection des résistances	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 I	/	Demande d'action corrective	2 mois
16	Etiquetage des cuves de traitement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11	/	Demande d'action corrective	2 mois
17	Rétention de la chaîne de traitement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 I	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
20	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 44	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
13	Consigne d'exploitation au traitement de surface	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13 I	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
18	Entretien des merlons	AP Complémentaire du 17/10/2003, article 11	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
19	Prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 12/05/1995, article 3 IX	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etat des matières stockées pour les services de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice POI
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 01/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent</p>

spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. [...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

[...]

#### **Constats :**

Constat de la visite d'inspection du 01/10/2024 : l'état des matières dangereuses stockées au bâtiment 11S comportent des incohérences en matière de rubrique ICPE et de mentions de danger.

Documents consultés lors de la présente visite :

- état des stocks au bâtiment 11S D du 26/09/2025, transmis par courriel du 30/09/2025 ;
- état des stocks au bâtiment 11S G du 26/09/2025, transmis par courriel du 30/09/2025 ;
- état des stocks au bâtiment 11S G du 08/10/2025 ;
- fiches descriptives des bâtiments 11S et 36F, transmises par courriel du 03/10/2025.

L'inspection constate que :

- aucune famille de mentions de danger ne figure dans l'état des stocks, seuls les pictogrammes de danger sont représentés ;
- plusieurs produits sont classés dans une rubrique 4xxx sans pictogramme de danger associé ;
- aucun plan des zones de stockage n'est disponible.

Le constat de la visite d'inspection du 01/10/2024 n'est pas satisfait.

L'exploitant confirme que l'état des stocks des matières dangereuses est mis à jour quotidiennement.

Sur le terrain, l'inspection demande l'édition de l'état des stocks au 11S G et examine, par sondage, la cohérence pour le produit GARDOBOND ADDITIVE H 8683. La quantité effectivement présente (2 bidons de 50 kg) et les pictogrammes de danger sont cohérents avec l'état des stocks.

**Constat : l'état des stocks de matières dangereuses ne mentionne pas les familles de mentions de danger et aucun plan des zones de stockage n'est associé à l'état des stocks à jour.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

N° 2 : Etat des matières stockées pour le grand public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 01/10/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...]</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. [....]</p>
<b>Constats :</b> <p>Constat de la visite d'inspection du 01/10/2024 : l'exploitant ne dispose pas d'un état des matières stockées sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant présente un projet de format d'état synthétique établi pour le site de Bourges qui est commenté, en séance, par l'inspection. L'exploitant déclare que les commentaires seront pris en compte pour établir un état synthétique pour le site de la Chapelle. L'inspection rappelle que l'état doit intégrer les stockages de produits combustibles et de déchets en plus des matières dangereuses.</p> <p>Le constat de la visite d'inspection du 01/10/2024 n'est pas satisfait.</p> <p><b>Constat : l'exploitant ne dispose pas d'un état des matières stockées sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 3 : Fiches de données de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b>  Documents consultés : - fiche de données de sécurité (FDS) du 22/11/2017 de GARDOBOND ADDITIVE H 8683 (additif pour bain de décapage de surfaces métalliques) ; - FDS du 04/10/2022 de BWT CS-3004 (biocide pour le traitement de l'eau). L'exploitant est en mesure de présenter les FDS des produits en consultant une base de données informatisée. Toutefois, l'inspection note l'ancienneté de la version de la FDS du GARDOBOND ADDITIVE H 8683. Sur le terrain, l'inspection constate que l'étiquette apposée sur le bidon du produit BWT CS-3004 en cours d'utilisation au bâtiment 36F affiche une date limite d'utilisation optimale (DLUO) en décembre 2024. <b>Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il s'assure de disposer des dernières versions des FDS tenant compte des évolutions réglementaires portant sur les substances chimiques. La DLUO du produit BWT CS-3004 est dépassée.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Rétentions des stockages de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. [...]



Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

**Constats :**

Documents consultés :

- FDS du 22/11/2017 de GARDOBOND ADDITIVE H 8683 ;

- FDS du 04/10/2022 de BWT CS-3004 ;

- règles d'incompatibilités des produits affichées dans le bâtiment 11S.

En particulier, la FDS du GARDOBOND mentionne :

« Entreposer dans un endroit accessible seulement aux personnes autorisées. »

« Eviter tout contact avec un métal »

Sur le terrain, l'inspection constate au bâtiment 11S G, par sondage, que deux bidons de GARDOBOND sont stockés dans un local dont la porte d'accès est verrouillée. Ils sont disposés sur une rétention métallique, commune avec des fûts métalliques et des bidons contenant des liquides inflammables, ce qui est contraire aux préconisations de la FDS et aux règles d'incompatibilités.

En ce qui concerne la FDS du CS-3004 (produit basique identifié par une pastille jaune), elle mentionne :

"Prévoir une cuve de rétention."

"Matières incompatibles : Avec le produit pur : Acides. Agents oxydants. Agents réducteurs. Métaux. Matières organiques."

Sur le terrain, l'inspection constate, au bâtiment 36 F, que le produit CS-3004 est entreposé sur une rétention commune avec le nettoyant de résine qui est un produit acide (identifié par une pastille rouge), ce qui est contraire aux préconisations de la FDS et aux règles d'incompatibilités.

**Constat : des produits chimiques sont stockés aux bâtiments 11S et 36F dans des conditions ne respectant les règles d'incompatibilités et les préconisations des FDS.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Premiers prélèvements environnementaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, exercicePOI

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 01/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2024

#### Prescription contrôlée :

[...]

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

[...]

#### Constats :

Constat de la visite d'inspection du 01/10/2024 : l'exploitant ne prévoit pas de réaliser des prélèvements en phase d'urgence.

L'exploitant déclare avoir obtenu un devis d'un prestataire susceptible d'intervenir 24h/24 7j/7 dans un délai maximal de 4 h. Il confirme qu'il va prochainement passer commande pour répondre à l'exigence réglementaire.

Le constat de la visite d'inspection du 01/10/2024 n'est pas satisfait.

**Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de réaliser des prélèvements en phase d'urgence.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Consignes d'exploitation en cas de travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/02/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/05/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...] - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Constat de la visite d'inspection du 26/02/2025 : la consigne générale de sécurité ne mentionne pas l'obligation d'un permis de feu lors de la réalisation de travaux par points chauds. Par courrier du 30/09/2025 de réponse au constat, l'exploitant transmet une consigne générale de sécurité complétée qui prévoit l'établissement d'un permis d'intervention en cas de travaux par points chauds. L'inspection relève que la consigne est toujours datée du 22/05/2023. L'exploitant explique qu'il s'agit d'une version projet qui n'a pas encore suivi le circuit de validation interne et qu'elle n'est donc pas encore affichée. Le constat de la visite d'inspection du 26/02/2025 n'est pas satisfait. <b>Constat : la consigne générale de sécurité affichée ne mentionne pas l'obligation d'un permis de feu lors de la réalisation de travaux par points chauds.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Interdiction d'apporter du feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Interdiction de feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/02/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/05/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>Constat de la visite d'inspection du 26/02/2025 : la consigne générale de sécurité ne mentionne pas l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque autre que les cigarettes dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion situées en dehors de l'enceinte pyrotechnique.</p> <p>Par courrier du 30/09/2025 de réponse au constat, l'exploitant transmet une consigne générale de sécurité complétée (datée du 22/05/2023). Elle prévoit l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque sur tout le site.</p> <p>Mais cette version de la consigne n'est pas celle affichée sur le site.</p> <p>Le constat de la visite d'inspection du 26/02/2025 n'est pas satisfait.</p> <p><b>Constat : la consigne générale de sécurité affichée ne mentionne pas l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque autre que les cigarettes dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion situées en dehors de l'enceinte pyrotechnique.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 8 : Plan de prévention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/02/2025</li> </ul>

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/05/2025

**Prescription contrôlée :**

Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :

[...]

4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

[...]

**Constats :**

Constat de la visite d'inspection du 26/02/2025 : la liste des personnes désignées par le chef d'établissement pour délivrer des permis de feu n'est pas tenue à jour.

Par courrier du 30/09/2025 de réponse au constat, l'exploitant transmet une liste des personnes qualifiées pour le remplissage des permis de feu.

Par sondage, l'inspection examine un permis de feu délivré le 17/09/2025 au bâtiment 10S : il est signé par l'une des personnes de la liste qui a suivi une formation sur le remplissage des permis de feu le 17/07/2025.

Le constat de la visite d'inspection du 26/02/2025 est satisfait.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Travaux et sous traitance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Sous traitance

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/05/2025

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

[...]

- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

**Constats :**

Constat de la visite d'inspection du 26/02/2025 : aucune procédure décrivant les modalités d'organisation interne et de remplissage du permis de feu n'est établie et les permis de feu ne sont pas correctement complétés par les différents intervenants, ce qui ne permet pas de justifier que l'ensemble des mesures de prévention du risque d'incendie ou d'explosion sont prises lors de travaux par points chauds.

Par courrier du 30/09/2025 de réponse au constat, l'exploitant transmet :

- une instruction du 17/09/2025 relative à la gestion de permis de feu ;
- un support de formation interne sur le remplissage des permis de feu;
- un permis de feu journalier du 17/09/2025 relatif à des opérations de perçage, meulage, sciage par une entreprise extérieure au bâtiment 10S.

Le permis de feu n'est pas correctement complété quant à la présence ou non de dispositions préventives : cases « extincteurs/RIA » non cochées.

Le constat de la visite d'inspection du 26/02/2025 est partiellement satisfait.

**Constat : le permis de feu du 17/09/2025 n'est pas correctement complété par les différents intervenants, ce qui ne permet pas de justifier que l'ensemble des mesures de prévention du risque d'incendie ou d'explosion sont prises lors de travaux par points chauds.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 10 : Surveillance fin de travaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Fin de travaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/05/2025

**Prescription contrôlée :**

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

**Constats :**

Constat de la visite d'inspection du 26/02/2025 : les permis de feu établis ne permettent pas de garantir la bonne vérification après la fin des travaux par points chauds et avant la reprise d'activité.

Par courrier du 30/09/2025 de réponse au constat, l'exploitant transmet :

- une instruction du 17/09/2025 relative à la gestion de permis de feu ;
- un support de formation interne sur le remplissage des permis de feu ;
- un permis de feu journalier du 17/09/2025 relatif à des opérations de perçage, meulage, sciage par une entreprise extérieure au bâtiment 10S.

L'instruction prend en compte les deux cas de figure où la surveillance est assurée par l'entreprise extérieure en totalité ou par l'entreprise extérieure puis le rondier mais elle ne traite pas de la reprise de l'activité après travaux.

Le permis de feu examiné trace une vérification par l'entreprise extérieure 1h après (à 16h30) la fin des travaux (à 15h30) mais pas de vérification 2 h après telle que prévue par le permis de feu. L'heure de reprise d'activité n'est pas connue.

Le constat de la visite d'inspection du 26/02/2025 est partiellement satisfait.

**Constat : les permis de feu établis ne permettent pas de garantir la vérification 2 heures après la fin de travaux par points chauds (telle que prévue dans la consigne interne) et avant la reprise d'activité.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 11 : Etat des installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5 II

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque incendie/explosion

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/05/2025

**Prescription contrôlée :**

AM 30/06/06 - article 5

II. Les dispositions du A et du B de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont applicables à l'installation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant les contrôles effectués.« Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.» Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

AM 04/10/10 - article 66

A. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

B. Dans les locaux de l'installation recensés comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion en application de l'article 48, un interrupteur central ou arrêt d'urgence, bien signalé et repéré sur un plan, permettant de couper l'alimentation électrique des locaux concernés est installé de manière à être accessible depuis l'extérieur sauf si l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité est maintenue lorsqu'elle est nécessaire à leur fonctionnement.

**Constats :**

Constat de la visite d'inspection du 26/02/2025 : l'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires afin que l'organisme puisse contrôler au moins une fois par an les dispositifs différentiels à courant résiduel au bâtiment 10S. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'une vérification périodique du fonctionnement de l'interrupteur de coupure électrique générale du bâtiment 10S.

Par courrier du 30/09/2025 de réponse au constat, l'exploitant transmet un rapport de vérification périodique des installations électriques au bâtiment 10S relatif à une intervention du 05/08 au 06/08/2025 par la société BUREAU VERITAS. La précédente vérification date du 24/07/2024.

Le rapport ne relève aucun défaut électrique et inclut la vérification des dispositifs différentiels à courant résiduel et des coupures de l'alimentation électrique.

Le constat de la visite d'inspection du 26/02/2025 est satisfait.

Néanmoins, le rapport relève plusieurs éléments non vérifiables (page 8) :

- éclairages inaccessibles ;
- départs consignés et circuits ouverts sur dispositif basse tension;
- machine de dégraissage consignée.



<p>L'exploitant explique qu'il s'agit de dispositifs d'éclairage étanches situés à plus de 3 m de hauteur et que les équipements consignés sont hors service et feront l'objet d'un contrôle lors de leur remise en service.</p> <p>Le rapport mentionne également (page 68) que le coffret borne de charge au poste de transformation de l'atelier d'usinage doit faire l'objet d'une visite initiale.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de répondre sur ce point.</p> <p><b>Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la conformité de l'ensemble des éléments de l'installation électrique au bâtiment 10S.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 12 : Détection automatique d'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie/explosion</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/02/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;</li> <li>• dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.</li> </ul> <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>III. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout instant, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les</p>

procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

IV. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Constat de la visite d'inspection du 26/02/2025 : aucun dispositif de détection automatique d'incendie n'est installé dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) et dans l'atelier de traitement de surface au bâtiment 10S.

Ce constat fait l'objet de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 24/04/2025 dont le délai de 4 mois accordé pour la mise en conformité a expiré.

Par courrier du 30/09/2025 de réponse au constat, l'exploitant transmet :

- plan d'implantation des 21 détecteurs dans l'atelier de traitement de surface ;
- proposition commerciale du 24/03/2025 par la société SSI.

Par ailleurs, il déclare avoir prévu d'installer des sondes de température dans les systèmes d'aspiration des bains lors de l'opération de rétrofit des armoires électriques de la ligne prévue en 2026. Il déclare également que la gestion et la transmission de l'alarme sont encadrées par l'instruction interne du 14/02/2025 relative au schéma d'alerte, avec report des alarmes au poste de sécurité de l'usine. Il n'est pas en mesure de remettre le dossier technique et le rapport de mise en service du système de détection incendie ainsi que le contrat de maintenance étant donné que l'installation est prévue par le fournisseur fin octobre 2025 (semaine 44). Il indique que les contrôles seront consignés dans le registre de sécurité situé au local PCS du bâtiment 5S.

L'exploitant présente :

- un bon de commande du 13/05/2025 auprès de la société SODEXO, entreprise sous-traitante qui va assurer la maîtrise d'œuvre ;
- un courriel du 03/10/2025 de la société SSI informant que les travaux seront réalisés en semaine 44 par la société SIEMENS.

L'exploitant déclare qu'aucun produit à mention de danger H224, H225 ou H226 n'est utilisé pour le traitement de surface du bâtiment 10S.

Le constat de la visite d'inspection du 26/02/2025 n'est pas satisfait et l'article 1 de l'APMD du 24/04/2025 n'est pas respecté.

**Constat : aucun dispositif de détection automatique d'incendie n'est installé dans l'atelier de traitement de surface au bâtiment 10S.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 13 : Consigne d'exploitation au traitement de surface**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13 I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/02/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/05/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. [...]</p> <p>Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ;[...]</li> <li>• les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection ; [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la visite d'inspection du 26/02/2025 : l'exploitant ne dispose pas d'une consigne de sécurité relative aux modalités de vérification de l'asservissement de l'arrêt de la chauffe au niveau de liquide des bains de la chaîne de traitement de surface du bâtiment 10S, détaillant</p>

notamment la fréquence de vérification prenant en compte la remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité, les modalités de réalisation des tests à effectuer et les modalités d'enregistrement des tests.

Par courriers du 19/05/2025 et du 30/09/2025 de réponses au constat, l'exploitant transmet :

- une note technique du 05/10/2023 intitulée « tests des alarmes techniques process du 10S oxydation » ;

- une instruction de production relative à la chaîne d'OAS et OAD SLETI n°282 du 07/09/2022.

Le document traite notamment des vérifications à effectuer lors de la mise en route et de l'arrêt de l'installation et son annexe 7 présente la trame du registre de suivi des tests hebdomadaires des alarmes de chauffe (voir point de contrôle suivant).

Le constat de la visite d'inspection du 26/02/2025 est satisfait.

Par sondage, l'inspection demande à l'exploitant de tester l'alarme de la sonde de niveau situé dans le puisard de la rétention de la chaîne de traitement (capteur n°8 dans la note précitée) : la simulation d'un niveau haut entraîne l'apparition d'un message d'alerte (en rouge) au poste informatique de supervision de la chaîne ; le test est concluant.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 14 : Chauffage des bains de traitement de surface

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 I

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque incendie/explosion

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/05/2025

**Prescription contrôlée :**

[...]

Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

**Constats :**

Constat de la visite d'inspection du 26/02/2025 : le bon fonctionnement de l'asservissement du chauffage au niveau de liquide des bains de la chaîne de traitement de surface du bâtiment 10S n'est pas testé régulièrement, au moins chaque semaine, et aucun test n'est consigné dans un registre.

D'après l'instruction évoquée au point de contrôle précédent, sept bains sont chauffés par une résistance électrique ou un thermoplongeur : 4 / 6 +7 / 8 +9 / 12 / 13 / 14+15 / 25+26+27.

L'inspection relève que le document ne mentionne pas la présence d'une sonde de niveau pour le bain n°4 : l'exploitant déclare qu'il s'agit d'une erreur et montre la présence de la sonde sur le

<p>terrain.</p> <p>L'inspection demande à faire réaliser un test de fonctionnement de l'asservissement de la chauffe du bain 8+9. Pour ce faire, l'exploitant augmente la consigne de température pour maintenir les thermoplongeurs en fonctionnement et procède au démontage de la sonde pour simuler un niveau bas : le voyant vert signalant le fonctionnement de la chauffe s'éteint ; il se rallume quand la sonde est repositionnée. Le test est concluant.</p> <p>L'inspection consulte le registre manuscrit disponible au poste de commande de la chaîne : il recense la réalisation de tests hebdomadaires depuis le 31/03/2025 (en dehors de la période d'arrêt estival) pour les bains n°4, 8, 12, 13 et 14 sans signaler d'anomalie.</p> <p>L'inspection note que les bains n°6+7 et 25+26+27 ne sont pas mentionnés. L'exploitant déclare que les tests sont effectués mais qu'il s'agit d'une omission d'enregistrement.</p> <p><b>Constat : le registre des tests hebdomadaires des asservissements de tous les bains chauffés n'est pas correctement complété.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 15 : Protection des résistances

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie/explosion</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résistances électriques (thermoplongeurs et serpentins), immergées dans les bains, ne sont pas visibles mais l'exploitant déclare qu'elles ne disposent pas de protection mécanique.</p> <p><b>Constat : les résistances électriques des bains actifs de la chaîne de traitement de surface au bâtiment 10S ne sont pas protégées mécaniquement.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 16 : Etiquetage des cuves de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b>  Sur le terrain, l'inspection examine, par sondage, depuis la passerelle longeant la chaîne de traitement, l'étiquetage des cuves suivantes au bâtiment 10S : - 8+9 : acétate de nickel ; - 21 : acide nitrique ; - 25+26+27 : acide sulfurique ; - 28 : pas d'étiquette. <b>Constat : le bain d'acides sulfurique et oxalique OAD (cuve n°28) ne comporte pas d'étiquette d'identification des substances actives avec symboles de dangers.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 17 : Rétention de la chaîne de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie/toxique
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).

[...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate que l'ensemble des cuves de la chaîne de traitement de surface au bâtiment 10S sont disposées sur une unique rétention, ce que confirme l'exploitant en précisant que cette configuration est d'origine et qu'aucune modification du process n'a été effectuée.</p> <p>Au vu des documents cités dans les points de contrôles précédents et d'un schéma de la chaîne de traitement et de la liste des produits datés du 29/09/2008, il ressort que des produits susceptibles de présenter des incompatibilités (acides, bases) sont contenus dans les cuves reliées à la rétention, notamment acide formique 80%, acide nitrique 58%, acide sulfurique 92-99%, acide acétique, acide oxalique, lessive de soude 30%, alcali 20% ; des cuves de rinçage à l'eau sont également reliées à la rétention.</p> <p><b>Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la cuve de rétention de la chaîne de traitement de surface au bâtiment 10S est conçue de manière à ce que des produits incompatibles ne puissent s'y mêler.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 18 : Entretien des merlons**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/10/2003, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie/explosion
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/02/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/05/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>APC 17/10/2003 - Article 11</p> <p>[...]</p> <p>Les merlons de terre sont correctement et régulièrement entretenus. Ils sont débarrassés des herbes sèches et débroussaillés.</p> <p>[...]</p>

<p>APC 12/05/1995 -Article 3 XII - Prescriptions applicables aux activités pyrotechniques (n°* 1310 et 1311) 23°)</p> <p>Les études de sécurité seront systématiquement adressées à l'inspecteur des installations classées ; les consignes de sécurité qui s'y rattachent seront tenues à sa disposition.</p> <p>Chaque bâtiment, chaque dépôt sera aménagé et exploité conformément à l'étude de sécurité qui s'y rapporte (en particulier les qualités et les quantités d'explosifs en dépôt ou en transit seront respectées).</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la visite d'inspection du 01/10/2024 : les merlons entourant le bâtiment 93F ne sont pas entretenus de manière à les maintenir à une hauteur suffisante.</p> <p>Par courrier du 30/09/2025 de réponse au constat, l'exploitant déclare que les travaux ont été exécutés en août 2025 et transmet le relevé altimétrique des merlons entourant le bâtiment 93F. Ce relevé confirme que les merlons ont une hauteur supérieure à 3 mètres, valeur fixée dans l'étude de sécurité cadre - installation de radiographie d'objets explosifs - bâtiment 93F - livret 1 - version A du 01/02/2024.</p> <p>Le constat de la visite d'inspection du 01/10/2024 est satisfait.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 19 : Prélèvements d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/05/1995, article 3 IX</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, consommation d'eau</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/02/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/05/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur, Ce dispositif devra être relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par jour, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p>



<p>Constat de la visite d'inspection du 01/10/2024 : l'exploitant ne réalise pas un suivi journalier des prélèvements d'eau souterraine par forage alors que le débit d'eau prélevé est susceptible d'être supérieur à 100 m<sup>3</sup>/j.</p> <p>Par courrier du 30/09/2025 de réponse au constat, l'exploitant déclare que la mise en place de la gestion technique des bâtiments à laquelle sera asservie le compteur d'eau du puits a pris du retard et est prévue d'ici la fin de l'année 2025.</p> <p>Toutefois, lors de la présente visite, il est en mesure de présenter un extrait des relevés journaliers effectués manuellement, en phase transitoire, en semaines 38 à 40 de 2025 pour le compteur d'eau du puits au bâtiment 47P.</p> <p>Le constat de la visite d'inspection du 01/10/2024 est satisfait.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 20 : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 44
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur le terrain, près du bâtiment 11S, l'inspection constate qu'une benne contient des déchets en mélange de bois, carton et plastique.</p> <p><b>Constat : l'exploitant ne gère pas les déchets d'emballage de manière à les trier à la source.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois